

Actualisation des opérations du HCR en Asie et dans le Pacifique

A. Analyse de la situation, y compris les nouveaux développements

La région Asie-Pacifique abritait 14,3 millions de personnes déplacées de force, apatrides, personnes de retour ou autres personnes relevant de la compétence du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Ceci incluait 7 millions de réfugiés (et de personnes se trouvant dans une situation analogue à celle de réfugiés), 233 300 demandeurs d'asile et 6 900 réfugiés de retour ; 5 millions de déplacés internes et 778 600 déplacés internes de retour ; et 2,5 millions d'apatrides à la fin de l'année 2022. Le nombre de personnes déplacées de force et apatrides a fortement augmenté au cours de l'année, lorsque 2,6 millions d'Afghans ont fait partie d'un recensement effectué par l'Iran (République islamique d'), dont plus de 1 million sont arrivés dans le pays depuis 2021. Aujourd'hui, l'Iran (République islamique d') abrite environ 3,4 millions de réfugiés et de personnes se trouvant dans une situation analogue à celle de réfugiés, faisant de lui le deuxième pays d'accueil du monde.

Dans un contexte de conditions difficiles, la région connaît un nombre important de retour de déplacés internes et un nombre considérable de nouveaux déplacements. En Afghanistan, le HCR a enregistré plus d'1,4 million de retours de déplacés internes depuis 2021, bien que le rythme des retours ait fortement baissé en 2022 et 2023. Au Myanmar, le déplacement interne a presque quadruplé depuis 2021, atteignant à présent près de 2 millions de personnes.

Les solutions dans un pays tiers pour les réfugiés ont été fortement étendues en 2022 et 2023, y compris par un renforcement des programmes de réinstallation pour les plus vulnérables vivant au Bangladesh, en Iran (République islamique d') et au Pakistan. En 2022, le HCR a présenté plus de 21 000 réfugiés à la réinstallation, soit plus du quadruple par rapport à 2021. Les demandes de réinstallation devraient atteindre plus de 30 000 en 2023 et pourraient augmenter encore en fonction des engagements des États membres à répondre aux besoins importants dans la région. Les voies complémentaires ont fourni des solutions à plus de 5000 personnes dans la région en 2022, chiffre qui devrait s'accroître en 2023 compte tenu de la poursuite des partenariats sur la mobilité de la main-d'œuvre, de la coopération en matière de regroupement familial et des nouvelles possibilités en matière d'éducation.

L'augmentation dramatique des mouvements irréguliers par la mer depuis janvier 2022 a mis davantage de vies en péril. Plus de 5400 Rohingyas se sont embarqués pour des périple dangereux en mer en quête de protection, de regroupement familial et d'un moyen d'existence. Plus de 400 personnes sont décédées ou ont été portées disparues autour de la mer d'Andaman et dans le golfe du Bengale, avec au moins deux naufrages depuis le début de l'année, qui se sont soldés par 30 décès confirmés et 61 personnes portées disparues. Le HCR a continué à appeler de ses vœux des procédures de débarquement sûres et prévisibles et un plus grand partage des responsabilités entre les États, notamment à travers le Mécanisme de consultation du Processus de Bali sur le trafic de migrants, la traite des personnes et la criminalité transnationale qui y est associée.

Le changement climatique a continué à toucher la région de manière disproportionnée, provoquant des déplacements internes et soulignant l'importance du renforcement de la résilience climatique des réfugiés et des personnes déplacées, ainsi que de leur inclusion

dans les plans nationaux d'adaptation et de réduction des risques de catastrophe. D'après l'Observatoire des situations de déplacement interne, quelque 22,6 millions de personnes de la région ont été déplacées à l'intérieur par des catastrophes au cours de l'année 2022, soit 70 % de toutes les personnes déplacées par des catastrophes dans le monde.

Situation en Afghanistan

Quelque 3,25 millions d'Afghans sont toujours déplacés internes à cause du conflit. Les déplacés internes ont continué à regagner leur région d'origine, en nombre moins grand toutefois que pendant la période qui a immédiatement suivi la fin du conflit armé. D'après les sources gouvernementales, plus d'1,6 million d'Afghans sont nouvellement arrivés en Iran (République islamique d') et au Pakistan depuis 2021. Depuis le début de l'année, plus de 12 400 réfugiés afghans sont rentrés de leur plein gré en Afghanistan, principalement depuis le Pakistan, soit une forte hausse par rapport aux plus de 6 500 réfugiés afghans qui étaient rentrés en 2022. Le HCR et ses partenaires ont poursuivi leurs efforts visant à améliorer les conditions d'un retour durable par une approche par région dans les régions de retour et de réintégration prioritaires, et a également fourni une assistance individuelle aux personnes de retour.

Les besoins humanitaires étant considérables, le HCR a intensifié ses opérations en Afghanistan en 2022, mettant l'accent sur l'assistance vitale, la protection et les solutions pour les déplacés internes, tout en renforçant la résilience de la communauté conformément à la Stratégie de solutions pour les réfugiés afghans et au groupe de travail interorganisations sur les solutions durables en Afghanistan, pays pilote pour le Programme d'action du Secrétaire général des Nations Unies. À ce jour, l'Organisation a aidé plus de 649 200 personnes, dont 80 % de femmes et de filles, y compris 248 300 personnes qui ont reçu une assistance en espèces.

Le HCR a continué à fournir un soutien psychosocial et des abris d'urgence, à ouvrir des centres communautaires et des écoles, et à augmenter les possibilités d'exercer une petite activité, en particulier pour les femmes. Toutefois, ses efforts ont été affectés par des édits publiés par les autorités *de facto* restreignant les activités des femmes et des filles, ainsi que leur accès à l'éducation, au travail et aux espaces publics, y compris la possibilité pour les femmes afghanes de travailler pour des organisations non gouvernementales et pour les Nations Unies. Conformément aux recommandations du Comité permanent interorganisations, le HCR continue à plaider pour la fourniture ininterrompue et non discriminatoire de l'assistance humanitaire.

En décembre 2022, Iran (République islamique d') a accueilli la 10^e réunion du Comité directeur quadripartite de la Stratégie de solutions pour les réfugiés afghans, avec l'Afghanistan, le Pakistan et le HCR. Le Comité a réaffirmé son engagement à assurer la protection et l'apport de solutions pour les Afghans déplacés, tout en s'attachant prioritairement à créer des conditions permettant le retour et la réintégration durables en Afghanistan. En juillet 2023, le Qatar est devenu le président du Groupe central de la Plateforme d'appui de la Stratégie de solutions pour les réfugiés afghans, avec les Pays-Bas (Royaume des) comme coprésident. Le Groupe central a continué à demander instamment à la communauté internationale de soutenir un partage équitable des responsabilités et a aidé à générer 700 millions de dollars E.-U. de contributions pour le HCR et d'autres investissements importants dans la région depuis sa première réunion, en 2020.

Fin 2022, l'Iran (République islamique d') et le Pakistan ont continué à accueillir respectivement 3,4 millions et 1,7 million de réfugiés afghans, y compris des personnes se trouvant dans une situation analogue à celle de réfugiés, outre les plus de 3 millions d'Afghans ayant un autre statut. L'Iran (République islamique d') a étendu ses politiques de santé et d'éducation de manière à inclure les Afghans se trouvant dans le pays, travaillant en partenariat avec le HCR en vue d'étendre encore les soins de santé secondaires aux réfugiés les plus vulnérables. Cependant, l'inflation record dans les deux pays a renchéri le coût des loyers et autres biens de première nécessité, ce qui, allié aux possibilités limitées de trouver un moyen d'existence, a gravement nui à la capacité des populations vulnérables de payer les biens et les services élémentaires. L'apport d'un solide soutien international

supplémentaire aux deux principaux pays d'accueil reste crucial pour assurer un espace de protection appropriée pour les Afghans.

Le Plan de réponse pour les réfugiés 2023 couvre l'Iran (République islamique d'), l'Ouzbékistan, le Pakistan, le Tadjikistan et le Turkménistan, ciblant quelque 7,9 millions de personnes, dont 5,2 millions de réfugiés afghans et 2,7 millions de membres de la communauté d'accueil. Le plan vise à couvrir les besoins élémentaires, tout en appliquant une vision de recherche de solutions à plus long terme par une programmation coordonnée établissant un lien entre l'aspect humanitaire, le développement et la paix qui renforce les systèmes locaux et nationaux dans les pays d'accueil. Le Plan de réponse régional n'étant financé qu'à 6 %, allié à une réponse humanitaire financée à 24 % seulement en août 2023, plusieurs partenaires ont dû réduire leurs opérations, y compris le Programme alimentaire mondial (PAM), qui a coupé l'assistance alimentaire à 10 millions de personnes, et le Comité international de la Croix-Rouge, qui a mis fin au soutien financier qu'il apportait à 25 hôpitaux.

Situation au Myanmar

La situation au Myanmar représentait 3,6 millions de personnes relevant de la compétence du HCR, dont 1,7 million de Rohingyas apatrides, fin 2022. Le conflit au Myanmar s'étant poursuivi avec la même intensité, on estime que 1,9 million de personnes étaient déplacées à l'intérieur en septembre 2023, dont 1,5 million de personnes nouvellement déplacées depuis la prise de pouvoir par l'armée en février 2021. En outre, quelque 108 000 réfugiés ont fui en Inde, en Indonésie, en Malaisie et en Thaïlande, bien que les 44 000 personnes qui selon les estimations sont parvenues en Thaïlande comprennent des personnes qui sont peut-être retournées ensuite au Myanmar.

Venant aggraver la crise humanitaire et de protection, le cyclone Mocha a eu un effet dévastateur sur les 2,3 millions de personnes se trouvant au Bangladesh et les 7,9 millions qui étaient au Myanmar en mai 2023, détruisant les maisons, les infrastructures et les terres agricoles. Au Myanmar, le HCR et ses partenaires ont fourni une assistance humanitaire lorsque l'accès le permettait, tandis que l'équipe de pays des Nations Unies a demandé l'accès illimité aux communautés touchées dans l'État de Rakhine et dans le nord-ouest. Les conséquences à long terme sur les moyens d'existence devraient aggraver les difficultés socioéconomiques des communautés déjà vulnérables, situation qui à son tour risque de déclencher des mouvements irréguliers dangereux. Au Bangladesh, le HCR a travaillé avec des volontaires réfugiés formés et a soutenu la réponse dirigée par le gouvernement à Cox's Bazar.

Une approche régionale globale cherche à étendre les solutions pour les réfugiés Rohingyas et à maintenir l'appui aux pays d'accueil, en mettant l'accent sur la garantie du droit au retour et, comme il a été affirmé par les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité des Nations Unies en 2022, la création de conditions propices au retour volontaire, dans la sécurité et la dignité, et au rapatriement durable. Le HCR et ses partenaires continuent à soutenir la réponse en faveur des réfugiés dans toute la région, cherchant des possibilités d'étendre les solutions pour les réfugiés Rohingyas, plaidant pour des alternatives à la détention, et renforçant la résilience des communautés réfugiées et d'accueil au Bangladesh, en Inde, en Indonésie, en Malaisie et en Thaïlande. En tant que présidente de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), l'Indonésie a maintenu l'attention sur le sort des Rohingyas, et en 2023, l'ASEAN a réitéré son appui au retour volontaire, rappelant ses efforts visant à faciliter le rapatriement par la mise en œuvre de projets dans l'État de Rakhine.

En 2023, le Bangladesh et le Myanmar ont intensifié les préparatifs bilatéraux en vue d'un projet pilote de retour de petite ampleur, avec notamment des visites de repérage effectuées par 20 réfugiés afin d'observer les conditions régnant à Maungdaw, dans le nord de l'État de Rakhine, et une visite durant laquelle les autorités du Myanmar se sont rendues au Bangladesh. Les 630 000 Rohingyas qui se trouvent toujours dans l'État de Rakhine continuent à se heurter à des restrictions à la liberté de mouvement, à des difficultés pour obtenir des documents et à un accès limité aux moyens d'existence et aux services essentiels. Le HCR s'est engagé dans des actions bilatérales et multilatérales visant à

mobiliser des ressources et à promouvoir des solutions pour les réfugiés Rohingya, tout en continuant à mettre en œuvre des projets dirigés par la communauté avec le Programme des Nations Unies pour le développement dans l'État de Rakhine, y compris des programmes pour créer des conditions propices au rapatriement volontaire et à la réintégration durable.

Le HCR continue à offrir un sanctuaire à quelque 960 000 Rohingya. Mi-septembre 2023, le Plan de réponse conjoint d'un montant de 876 millions de dollars E.-U. était financé à 34 %, situation qui a abouti à une diminution de 33 % des rations alimentaires au cours du premier semestre. Les familles réfugiées ont dû faire face à une augmentation inquiétante de la criminalité et des assassinats, tandis que le Gouvernement du Bangladesh a intensifié ses efforts et la coordination en matière d'application de la loi, dans un contexte d'appels à une police renforcée et soucieuse de la protection. Le HCR, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et le PAM continuent à aider les autorités nationales et les partenaires à répondre aux besoins humanitaires de quelque 32 000 réfugiés relogés à Bhasan Char, tout en plaidant pour un investissement durable du gouvernement dans le projet.

Quelque 295 000 élèves réfugiés du Bangladesh ont eu accès à l'enseignement primaire et secondaire, et de nombreux élèves Rohingya suivent le programme du Myanmar depuis juillet 2023. Ces progrès devraient renforcer encore les perspectives de retour volontaire durable lorsque les conditions le permettront. L'apport d'un soutien solide et durable dans le cadre du Plan de réponse conjoint 2023 reste essentiel pour renforcer la résilience des réfugiés, améliorer l'environnement de protection et réduire les mouvements secondaires périlleux.

B. Progrès et défis pour atteindre le plan 2023 pour la région Asie et Pacifique

Accès à la protection et renforcement des capacités d'asile

Les difficultés d'accès à la protection et à l'asile dans la région, y compris les restrictions de mouvement, la fermeture des frontières et l'absence de systèmes d'asiles nationaux, ont contribué à l'existence d'incidents de refoulement, de déportation, d'arrestation et de détention. Cette situation a notamment concerné des personnes d'Afghanistan et du Myanmar, pour lesquelles les conseils de non-retour sont toujours d'actualité. Dans ce contexte, le HCR continue à plaider pour des alternatives à la détention et pour le respect du principe de non-refoulement.

Le HCR a aidé les pays à développer et à améliorer les systèmes d'asile conformément aux normes internationales, y compris en collaborant avec les autorités japonaises afin de renforcer la qualité et l'efficacité des procédures de détermination du statut de réfugié. En Thaïlande, l'Organisation a continué à aider les autorités à élaborer un mécanisme national de filtrage à la suite de l'approbation du projet de critères par le gouvernement en octobre 2022. Aux Philippines, le HCR a fourni une assistance technique pour le renforcement de l'Unité de protection des réfugiés et des apatrides du gouvernement, et le renforcement des procédures de détermination du statut de réfugié et de l'apatridie.

Pour lutter contre la violence liée au genre et renforcer la protection des enfants, des programmes ont été mis en œuvre au Bangladesh, en Indonésie, en Malaisie et en Thaïlande, afin de promouvoir un changement de comportement et la non-violence par des dialogues communautaires auxquels participent également des hommes et des garçons. Le HCR a renforcé la prévention et la gestion des cas de mariage des enfants au Bangladesh et en Indonésie en formant des travailleurs sociaux et en élaborant des procédures opérationnelles standard, des efforts étant en cours pour renforcer la capacité opérationnelle en Inde et en Malaisie.

Étendre les solutions pour les situations prolongées

Le HCR continue à lutter contre les obstacles au rapatriement volontaire par des programmes intégrés dans les régions de retour. L'instabilité qui règne en Afghanistan et au Myanmar a fait obstacle à des retours volontaires de grande ampleur, même si

l'Organisation garantit que les réfugiés afghans qui rentrent de leur plein gré bénéficient d'une aide appropriée quant à leurs besoins de réintégration.

Les efforts visant à promouvoir les solutions pour 93 000 réfugiés sri lankais vivant dans une situation prolongée en Inde se sont intensifiés avec une opération de vérification destinée à numériser les données. Les actions de plaidoyer se poursuivent pour identifier des voies d'intégration locale pour les réfugiés qui souhaitent s'assimiler, avec un soutien renforcé à la réintégration pour les personnes qui choisissent de retourner au Sri Lanka pendant l'année 2023.

Regroupant l'expertise unique et les avantages comparatifs des deux organisations, un Pôle d'analyse stratégique du HCR et de la Banque mondiale a été lancé en 2022 afin d'évaluer les défis et les opportunités que représente le déplacement forcé en Afghanistan et dans toute la région. Des consultations régionales entre le HCR et les organisations non gouvernementales en septembre 2023 ont réuni des participants représentant 161 organisations de 19 pays. Sous le thème promouvoir l'inclusion en vue de solutions durables, les participants ont reconnu le rôle important que jouent les organisations dirigées par des réfugiés dans la réponse aux situations de réfugiés, ont encouragé les pays à soutenir la réinstallation et les voies complémentaires, et ont souligné la nécessité d'un partage prévisible et équitable des responsabilités.

Protection et solutions pour les déplacés internes

En Afghanistan, le HCR s'attache à trouver des solutions au déplacement interne, conformément aux engagements énoncés dans le Programme d'action sur le déplacement interne du Secrétaire général des Nations Unies. Afin d'harmoniser les données sur les déplacés internes et les personnes de retour, le HCR a collaboré avec l'Organisation internationale pour les migrations afin de mettre en œuvre les Recommandations internationales sur les statistiques relatives aux déplacés internes. L'objectif en Afghanistan consiste toujours à disposer d'un dispositif de collecte de données et d'un indicateur de développement standard, coordonnés et communs, afin de promouvoir une approche intégrée, axée sur les solutions.

Au Myanmar, le HCR a fait une priorité de l'assistance vitale et des activités de protection communautaires reposant sur les besoins et l'accès disponible, continuant à fournir des abris et des moyens d'existence, et à soutenir les solutions chaque fois que possible. Sous la direction du Coordonnateur résident, l'Organisation promeut les normes de protection en cas de retours prématurés et de relogement dans le contexte de fermeture de camps, tout en renforçant la capacité des personnes à faire valoir leurs droits, y compris à la citoyenneté, ainsi qu'au logement, à la terre et aux biens.

Aux Philippines, la Chambre des représentants a approuvé le projet de loi sur les déplacés internes en août 2023, qui, s'il est adopté par le Sénat, fournira un cadre juridique national pour la protection des droits des déplacés internes et la recherche de solutions durables. Le HCR a soutenu l'élaboration du projet de loi en menant des actions de plaidoyer et en prodiguant des orientations techniques.

Éradication de l'apatridie

Dans toute la région, le plaidoyer politique et les activités de renforcement des capacités visant à identifier, réduire et prévenir l'apatridie ont été menés conjointement avec le gouvernement et les partenaires des Nations Unies. Certains pays ont réussi à résoudre un nombre considérable de cas individuels, en particulier les pays d'Asie centrale. Une table ronde de hauts fonctionnaires sur le thème « mettre fin à l'apatridie » organisée à Almaty en mai 2023 et à laquelle ont participé des représentants du Kazakhstan, de l'Ouzbékistan, de la République kirghize, du Tadjikistan et du Turkménistan, a généré une dynamique visant à atteindre les objectifs de la campagne *#IBelong* (*#J'appartiens*) visant à mettre fin à l'apatridie et à élaborer des engagements en vue du Forum mondial sur les réfugiés 2023.

Le HCR continue à plaider pour l'inclusion des personnes déplacées de force ou apatrides dans les systèmes nationaux d'enregistrement des faits d'état civil, à travers un groupe directeur régional de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique. Des

mesures décisives conduisant à la mise en place de systèmes d'enregistrement des naissances inclusifs ont été prises aux Philippines, pays qui a redoublé d'efforts pour remédier aux lacunes chez les minorités ethniques et les personnes déplacées, et en République kirghize, pays qui dispose désormais d'un cadre législatif renforcé pour l'enregistrement des enfants nés de parents dépourvus de documents.

C. Information financière

Le Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire avait initialement approuvé un budget de 944,7 millions de dollars E.-U. pour l'Asie et le Pacifique pour 2023. Ce budget a ensuite été augmenté de 55,8 millions de dollars E.-U. pour atteindre 1 000,6 millions de dollars E.-U. afin de soutenir la réponse aux inondations dirigée par le gouvernement au Pakistan. Le programme en faveur des réfugiés a représenté 74 % des besoins de financement dans la région. Au 31 août 2023, les besoins pour la région Asie-Pacifique étaient financés à environ 48 %, avec un montant de 479,1 millions de dollars E.-U., y compris l'allocation indicative du financement flexible. Toutes les opérations de pays du HCR en Asie et dans le Pacifique sont désormais passées à une planification pluriannuelle.
